

LE RÔLE DE L'INFORMATION DANS LES ATTITUDES ET LES OPINIONS INDIVIDUELLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Enquête comparative au Québec (Canada)
et dans le sud-est de la France

Judith EPSTEIN *

RÉSUMÉ

Par contraste avec les approches quantitatives et techniques qui dominent dans l'étude des "changements globaux" et pour désamorcer l'abondance de discours théoriques très généraux sur l'"avenir de la planète", il est pertinent de mener des études locales, à petite échelle. Après une présentation synthétique des enquêtes de terrain, les implications pratiques de ce genre d'étude seront examinées. *On insiste tout particulièrement sur le rôle crucial de l'information médiatique dans la construction des opinions et dans la dynamique de mobilisation/démobilisation du public.* Des piste de recherche complémentaire sont identifiées, notamment sur la façon dont l'information est construite, en amont, et sur les attitudes et opinions individuelles de scientifiques et de journalistes.

ABSTRACT

**The role of information in the attitudes of individuals towards climate change
Comparative field study In Quebec (Canada) and In the South-East of France.**

In contrast with quantitative and technical studies which are dominant in the study of "global change", in order to counteract the importance of broad and theoretical statements about the "future of our planet", it seems relevant to carry out small scale local studies. *Such studies can help acquire a better grasp on the ways of dealing with local sources of pollution.* After a summary of the field studies carried out in the South-East of France among a group of farmers and in the North of Montreal among professionals of the ski industry, the practical implications of this kind of research will be examined. *Particular attention will be given to the crucial role of the media in the construction of public opinion and in the dynamics of commitment/loss of interest.* Complementary fields of research are defined, particularly on the construction of information and on scientists' and journalists' attitudes and opinions.

* Association Ethnologie-Paysage-Climat, 66 ch. Nord, Stanbridge East, Québec, JOJ 2H0, CANADA.

Les recherches ethnologiques présentées dans le cadre de cet ouvrage traitent pour la plupart des croyances et des coutumes relatives au climat dans des sociétés traditionnelles. Or, la perception du climat dans les sociétés occidentales urbaines et rurales *non traditionnelles* est un domaine de recherche qui prend une pertinence toute particulière avec les risques associés aux “changements climatiques”. L’analyse du rôle de l’information médiatique est incontournable pour comprendre comment ces phénomènes sont connus et perçus par les individus et les groupes. Si les cultures traditionnelles ont des coutumes de “manipulation” des phénomènes météorologiques, ici, l’étude des perceptions doit prendre en compte la “manipulation” des opinions et des attitudes individuelles par l’information diffusée. Les résultats des enquêtes présentés ici sont accompagnés de l’identification de pistes de recherche complémentaires¹.

RISQUES À LONG TERME OU CHANGEMENTS DÉJÀ AMORCÉS ?

Ambiguïté des discours scientifiques et des programmes gouvernementaux

Depuis la fin des années 80, la question des changements globaux est devenue un thème important dans les débats internationaux et de multiples commissions se sont réunies, principalement dans le cadre des Nations-Unies. En ce qui concerne les changements climatiques - qui figuraient en tête de l’agenda de Rio - le fil conducteur des débats et des négociations entre pays est de mettre sur pied des directives internationales pour le contrôle des émanations de gaz à effet de serre et de CFC². Étant entendu que le “réchauffement de la terre est inéluctable” (Rebeyrol, 1990), il s’agit de prendre des mesures préventives pour atténuer les effets néfastes de la pollution atmosphérique et pour ralentir la destruction de la couche d’ozone.

La majorité des recherches qui accompagnent ces programmes sont scientifiques et techniques : études statistiques en climatologie et en météorologie, recherches en physique et en biophysique. Quand elles traitent des composantes sociales et humaines, la plupart de ces recherches restent à un niveau général et global ; on parle des “risques encourus par la biosphère et par l’espèce humaine”, cette expression étant particulièrement courante dans le vocabulaire américain.

1. Cet article correspond à une recherche menée pour le SRETIE, *Attitudes individuelles face aux changements climatiques*, Ministère de l’Environnement, Paris, 1990-93, (Programme : Dimensions sociales des changements globaux). Il s’agit d’une version partiellement modifiée d’un article paru dans *Peuples Méditerranéens*, 62-63, janvier-juin 1993 : 385-412, sous le titre : “Représentations des risques climatiques dans le Gard et au Québec”.

2. Les Chloro-fluro-carbures ou fréons sont utilisés dans de nombreuses manipulations industrielles, dans la fabrication de mousses synthétiques et dans la réfrigération. Les principaux gaz à effet de serre sont le CO², SO² produits essentiellement par l’usage de l’automobile, l’industrie, certains systèmes de chauffages et le méthane.

Quand des situations locales sont étudiées - comme dans les bulletins d'Environnement - Canada par exemple - ce sont les conséquences à long terme d'un changement de climat qui sont examinées. Par exemple, on mesure quels seraient les impacts d'une hausse du niveau de la mer ou d'un réchauffement atmosphérique dans quarante ou cinquante ans ; on examine quelles en seraient les conséquences pour l'urbanisation, pour les ressources en eau, pour l'agriculture, afin de définir quelles nouvelles infrastructures seraient à prévoir (Glantz, Wigley, 1986 ; Pirazolli, 1989).

En projetant les questions sur le long terme, on met implicitement en doute le fait que les changements soient déjà amorcés (Aysybeck, 1983). Cela laisse une marge d'incertitude qui divise les scientifiques entre tenants d'actions immédiates et drastiques pour lesquels les indices de la réalité des risques sont suffisants et ceux pour lesquels il n'y a pas encore assez de preuves pour s'engager de façon déterminante dans une régulation de la pollution³.

La validité des études sur le long terme est indéniable pour mettre en place des stratégies viables, dans une optique pratique de gestion environnementale "durable"⁴. Mais quand cela ne s'accompagne pas d'analyses fines des situations présentes, cela mène inévitablement à ce genre d'ambiguïtés. Ainsi, une tendance de certaines recherches actuelles est de pas chercher des mesures pour *prévenir* les effets destructeurs de la pollution par des régulations et des contrôles *en amont*, mais de chercher des manières de "*se préparer*" (Topping, 1989), de gérer les changements et de "*faire avec*" en essayant de contrôler les impacts néfastes. On trouve même des arguments avancés par des gestionnaires montrant les avantages que pourraient apporter certaines modifications du climat, comme un réchauffement au Québec qui serait -du moins pour un temps - bénéfique pour l'économie⁵.

3. Ce sont ces débats qui ont freiné, pendant la présidence de George Bush, la mise en place aux États-Unis de mesures environnementales ; ce sont aussi ces incertitudes qui sous-tendent les tenants des thèses défendues dans l'appel de Heidelberg en Juin-Juillet 1992 qui nient la réalité des risques climatiques et environnementaux. Voir Cans, 1992 ; Levy-Leblond, 1992.

4. En France, le CIREN, le PIREN (CNRS) et le programme ECLAT (Ministère de l'Environnement) en ont fait un de leurs axes de recherches, dans cette optique opérationnelle.

5. Citons à ce propos G.A. Sainte-Marie, Sous-Ministre à Environnement-Canada qui écrivait en 1988 : "*Ces dernières années, on a de plus en plus pris conscience, à l'échelon international du fait que divers secteurs économiques sont tributaires des fluctuations climatiques et des répercussions du changement climatique à long terme. On appréhende la perte éventuelle de zones côtières due à la hausse mondiale prévue du niveau des mers, à la destruction des habitats d'innombrables espèces végétales et animales et à la perturbation de l'agriculture mondiale, pour ne citer que quelques sujets de préoccupation. Par la même occasion, le changement climatique offre éventuellement d'intéressantes possibilités économiques. Pour le Canada, celles-ci comprennent sans doute une prolongation de la saison de croissance et une navigation marchande active à longueur d'année sur les Grands Lacs. L'élément clef d'une bonne adaptation à ces changements sera notre aptitude à atténuer les effets négatifs et à tirer parti des avantages*" (Avant-propos, *Sommaire du changement climatique*, Ottawa, Ministère de l'Environnement, 1988).

Manque de suivi et imprécision des discours médiatiques

Au Québec, certaines déclarations publiques sont plus alarmistes que les propos annonçant les bénéfices d'un réchauffement, mais elles ne sont pas plus claires dans leur message. Depuis le début des années 90, au Québec, surgissent périodiquement des articles dans la presse, des affiches dans les lieux publics, des annonces télévisées mettant en garde la population contre les risques de cancer de la peau accrus avec la détérioration de la couche d'ozone. Mais, notamment dans la presse écrite, ces annonces sont en général rapidement suivies d'articles mettant en doute le bien fondé de telles mises en garde. Au printemps 1992, le ministre de l'Environnement faisait des déclarations alarmistes à propos de la couche d'ozone suivies ensuite de déclarations de médecins démentant ces risques. Au printemps 1993, les médias font état de mesures attestant d'un amincissement record de la couche d'ozone et d'un danger accru à s'exposer au soleil ; certains journaux font ces constats sans commentaires, certaines annonces radio précisent qu'il est dangereux de sortir entre 10 h et 15 h. Depuis ce printemps-là certaines actions concrètes sont faites dans les centres de santé où l'on "*recommande*" aux parents de protéger les enfants des rayonnements du soleil, mais sans aucune information sur les causes de la diminution de la couche d'ozone⁶. *Il n'y a pas de données définitives et sûres qui soient communiquées au public. Ces informations restent en suspens, le public devant les interpréter et éventuellement suivre les directives indiquées selon son libre choix.*

En France, en 1990, la succession d'étés chauds et secs de 1985 à 1990 avait donné l'alarme sur les risques de sécheresse à long terme. Des directives pour les réductions de la consommation de l'eau étaient énoncées dans les médias. Dans le sud-est, les journaux comme le Midi-Libre posaient la question du lien entre ces phénomènes et des changements à long terme qui amèneraient une désertification des régions méditerranéennes. Mais ces alarmes étaient suivies de thèses contraires. Et le retour à des précipitations plus normales, et surtout la déviation des intérêts vers d'autres questions, ont évincé ces préoccupations quelques mois après.

En Europe comme au Québec, les mêmes journaux publient des articles défendant des thèses adverses pour ou contre la réalité des risques liés à l'effet de serre⁷. Ce sont de tels messages contradictoires que le public reçoit et avec lesquels

6. Citons le pamphlet Centre de Loisirs et Santé Communautaire : "*La diminution de la couche d'ozone augmente les risques de cancer de la peau. C'est entre 0 et 18 ans qu'une personne reçoit la majeure partie du rayonnement solaire auquel elle sera exposée dans sa vie. Si vous protégez votre enfant contre le soleil pendant ces années, vous pouvez réduire considérablement le risque*". Suivent les recommandations (usage de crèmes-écrans, brèves expositions au soleil, etc.).

7. *Libération*, par exemple, peut traiter des questions écologiques avec conviction et publie aussi des articles dénonçant ces inquiétudes comme une "manipulation de l'opinion" comme dans l'interview de Y Lenoir par G. Benhamou, *Libération* 05.01.93, "Le fond de l'air effraie".

il construit son opinion. Il se trouve à la merci d'une information qui non seulement est mixte et souvent biaisée, mais dont les termes technicistes et chiffrés lui sont souvent hermétiques⁸. *Aucune de ces questions ne fait l'objet d'un suivi systématique.*

Quitter l'échelle planétaire et les généralités floues pour analyser les perceptions individuelles dans des situations micro-locales

Qu'en est-il des observations directes que peuvent faire les individus ? Qu'en est-il de la réalité des changements dans des situations géographiques et climatiques circonscrites ? Y a-t-il des changements réels, ou bien est-ce la perception des variations atmosphériques qui aurait changé, qui aurait été rendue plus sensible par les informations parfois alarmistes ? Toute variation climatique serait-elle désormais perçue comme anormale ? Aurions-nous perdu le sens des saisons, ou bien ont-elle réellement changé de rythme et de qualités ?

L'intérêt de l'enquête ethnologique est de tenter de répondre à ces questions en sortant du registre des déclarations générales et vagues sur le destin de la planète. L'analyse des opinions et des attitudes⁹ d'individus et de groupes précis dans des secteurs circonscrits permet de dépasser les discours généraux déjà abondants sur les opinions et les attentes de la population et de l'humanité. Contrairement aux pronostics sur les effets des risques sur le long terme, il s'agit d'examiner de près les opinions et les attitudes d'individus *dans le présent*. Il s'agit de saisir comment ces questions sont perçues "*du point de vue de l'acteur*" (Geertz, 1973 ; 1983) et dans l'expérience quotidienne (de Certeau, 1979).

8. Ce qui est en contradiction flagrante avec les déclarations officielles telles que celle-ci : "*People need better information on the crucial role climate plays in development and the additional risks posed by climate change. Governments, intergovernmental and non-governmental organizations should give more emphasis to providint accurate public information on climate issues.*" (Second World Climate Conference, Final Conference Statement Scientific/Technical sessions, WMO, Nov.1990). "*We believe that a well-informed public is essential for addressing and coping with as complex an issue as climate change, and the resultant sea-level rise, and urge countries, in particular, to promote the active participation at the national and when appropriate, regional levels of all sectors of the population in addressing climate change issues and developing appropriate responses. We also urge relevant United Nations organizations and programmes to disseminate relevant information with a view to encouraging as wide a participation as possible.*" Ministerial declaration of the Second World Climate Conference, OM.M., 1990.

9. Par *opinion* on entend ici les jugements qu'un individu porte et formule sur un problème et sur les actions gouvernementales. à partir des informations qu'il a reçues ("je pense que c'est grave ; ce n'est pas un phénomène exceptionnel, etc.). Par *attitude*, on entend les sentiments et les réactions affectives (la peur), la teneur des scénarios qu'ils construisent (optimistes ou pessimistes), les sentiments qui motivent ses attentes et ses positions vis-à-vis des actions possibles (fataliste ou positif, etc).

Une telle investigation a évidemment un but de *connaissance*. Il s'agit de rendre intelligibles la façon dont les individus sont informés de ces problèmes, l'expérience directe et quotidienne qu'ils en ont, les observations qu'ils ont pu faire sur des changements de leur environnement et sur les variations du climat local. Il s'agit d'analyser comment se joue le rapport entre informations et perceptions en dépassant les constats descriptifs sur le contenu de la presse (Mormont & Dasnoy, 1992 ; Berlan-Darqué & Kalaora, 1992).

L'autre but est *stratégique*. L'étude de chaque situation locale est indispensable pour comprendre quels sont les risques spécifiques à chaque cas et pour comprendre comment chaque situation peut s'intégrer dans des stratégies globales de régulation de la pollution. Nous postulons que c'est en prenant en compte les opinions d'individus saisis dans leurs cadre de vie quotidien que peut s'établir un dialogue entre groupes d'individus et gestionnaires nationaux, régionaux, communaux et entre industriels, producteurs et consommateurs. Pour contribuer à établir ce dialogue, il s'agit de connaître les attentes et les volontés d'actions exprimées par les individus au regard des activités polluantes, de déterminer leur degré d'information sur les paliers d'actions locaux et leur conception des responsabilités individuelles et collectives.

Climat méditerranéen et climat nordique

Deux terrains d'investigation ont été choisis pour mener cette enquête de façon comparative : l'un dans le département du Gard, dans la région d'Alès au pied des Cévennes¹⁰ ; l'autre au Québec, dans une région touristique du nord de Montréal, dans les montagnes des Laurentides autour de Sainte-Agathe-des-Monts. Les deux enquêtes ont été faites auprès de deux groupes privilégiés comme étant "plus proches du climat" local du fait de leur activité et profession : un groupe d'agriculteurs dans le Gard, un groupe de professionnels de l'industrie et du tourisme liés à la pratique du ski au Québec (qu'on nommera ici "professionnels du ski"). Dans les deux cas le travail de ces individus les amène à être directement dépendants des fluctuations du climat. Les entretiens menés avec ces deux groupes ont été informels, approfondis et répétés¹¹.

10. C'est une région où nous avons mené antérieurement plusieurs recherches ethnologiques sur la perception du paysage (Epstein, 1981, 1982, 1984, 1992, 1995).

11. Ajoutons que la démarche ethnologique est doublée ici d'une approche sociologique et psychosociologique incontournable quand on traite des informations médiatiques. Cette dimension psychosociologique apparaît encore plus nettement dans une autre phase de l'enquête qui se poursuit, basée sur des séries d'entretiens plus brefs et plus systématiques auprès de groupes sociaux diversifiés *a priori* aussi fortement sensibilisés (médecins et enseignants, professions de l'isolation climatisation chauffage).

Selon les données scientifiques sur l'état de l'environnement, les effets des changements climatiques et atmosphériques (réchauffement et amincissement de la couche d'ozone) seront plus nets dans les régions plus rapprochées des pôles (Kandel, 1990 : 58-72). *La situation nordique du Canada donne-t-elle lieu à des modifications déjà plus nettement perceptibles que dans le Midi méditerranéen ?* Toujours selon les sources scientifiques, les effets à long terme du réchauffement apporteraient une plus grande pluviosité au Québec (Singh, 1987). En revanche, ils donneraient lieu à des périodes de sécheresse accrues en pays méditerranéen (Postel, 1989 : 29-31) et à une hausse du niveau de la mer pour les régions côtières (Jacobson, 1990 : 87-88). *Les individus font-ils déjà des constats confirmant ces tendances ?*

Une partie du travail a consisté à prendre en compte les données météorologiques locales¹². Mais notre but n'a pas été ici de confronter systématiquement les données météorologiques et les perceptions et jugements individuels. Cette confrontation systématique pourrait s'intégrer dans les recherches complémentaires que nous identifions plus loin ; elle donnerait lieu à une analyse de la valeur heuristique des connaissances scientifiques globales *versus* les savoirs locaux, à une confrontation entre savoirs "ethno-scientifiques" (liés ou non à des savoirs traditionnels) et connaissances sur le climat mesurées par les outils de la science. Ici, c'est l'identification du rôle des médias dans la construction des attitudes et des opinions qui nous intéressait.

En ce qui concerne les niveaux stratégiques, les attentes et le sens des responsabilités, l'objectif central était de comparer les situations pour voir si le rôle des médias y est analogue. Le Canada et la France font partie des pays industrialisés dont la responsabilité dans les politiques environnementales est déterminante sur la scène internationale ; comment ce rôle des gouvernements est-il perçu et vécu dans chaque terrain ? Quelles sont les influences spécifiques des discours écologistes dans ces deux régions de la planète ? *Y aurait-il une uniformisation des attitudes due à l'emprise des discours internationaux ?* Dans la mesure où les situations locales ne sont pas abordées dans le détail par les groupes de recherche internationaux et dans la mesure où les agences de presse sont de plus en plus internationales, *malgré les contextes climatiques fort différents, les informations reçues ne tendraient-elles pas à être les mêmes ?*

12. Nous avons pu ainsi observer le manque de sophistication des mesures météorologiques locales, ce qui contraste avec les instruments de recherche utilisés pour étudier les mouvements climatiques planétaires. Le peu de détails sur le climat local dans la presse locale contraste aussi avec l'abondance des données générales sur le devenir du climat planétaire diffusées dans la presse audio-visuelle et écrite.

Hypothèses de recherche : grande inquiétude et volonté d'action

L'hypothèse de départ, identique pour les deux terrains, fut positive et optimiste : les attentes de la population et de leurs volontés de changements de comportements individuels et collectifs quant aux activités polluantes sont plus radicales que ne le supposent les questionnaires locaux et nationaux. Un autre versant de cette hypothèse était que les individus sont aussi plus inquiets que ne le supposent les pouvoirs publics. Cette inquiétude est accrue par la confusion et le manque de clarté de l'information qui leur est transmise par les médias. Les termes planétaires dans lesquels sont posées les questions et le manque de discours clair sur les actions à entreprendre localement accroissent aussi leur *sentiment d'impuissance* et jouent un rôle *démobilisateur* (Epstein, 1992 ; Levy-Leboyer, 1991).

Si l'optimisme, le pessimisme, l'inquiétude et l'angoisse comme attitudes générales peuvent relativement facilement être reliés au contenu de certains discours médiatiques et à leurs contradictions, il est plus difficile de déterminer comment les observations directes sont construites, comment les individus relient des informations reçues aux caractéristiques environnementales du lieu où ils vivent. *Il s'agit de démêler quelle valeur respective est donnée aux observations directes et aux informations reçues par les médias et de cerner le rôle de filtre que peuvent jouer ces informations.*

Une autre hypothèse - positive et optimiste également - a sous-tendu ces questions : il y aurait dans les connaissances communes des individus des éléments sur lesquels ils s'appuieraient pour démystifier les discours médiatiques. Les individus percevraient des changements déjà présents là où la science, les médias et les questionnaires parlent de risques à long terme. L'attention à ces problèmes climatiques aurait été provoquée par les médias mais les constats qui seraient faits maintenant iraient plus loin que ce que les médias en disent. Plutôt que de considérer que l'opinion est toute entière manipulée et construite par l'information, il y aurait donc une marge d'objectivité dans leurs perceptions qui leur donnerait des repères aussi sûrs, sinon plus, que ce qui est transmis par l'information officielle. Cette hypothèse -qui rejoint les pistes de recherche à explorer sur la valeur ethno-scientifique de ces savoirs locaux- rejoint aussi l'idée selon laquelle le public serait plus inquiet et plus prêt à agir que ne le supposent les questionnaires. Or, disons-le d'emblée, cette recherche n'a pas fait apparaître de volonté d'action forte, et nos hypothèses positives se sont avérées trop optimistes. Beaucoup d'éléments inattendus sont apparus qui montrent une grande lucidité des regards et la complexité des interprétations données aux phénomènes observés. Mais beaucoup d'éléments sont également ressortis qui montrent le rôle négatif de l'information et l'impact de certains stéréotypes véhiculés par les médias. *L'incohérence de l'information joue un rôle démobilisateur beaucoup plus fort que nous le supposions, venant surpasser les constats "objectifs" et les volontés d'actions qui ont pu par ailleurs être saisis, venant rendre les opinions beaucoup plus floues et dispersées que nous l'avions escompté.*

ENQUÊTE AUPRÈS DE VITICULTEURS DU GARD

La population-cible qui a été choisie en France est un groupe d'agriculteurs (viticulteurs et cultivateurs - blé et maïs principalement -) dans un quadrilatère au sud-est d'Alès. La culture de la vigne alterne avec des cultures de maïs, de blé, des cultures vivrières et des vergers. On trouve aussi un peu d'élevage (moutons, chèvres, vaches). Le climat est sec, très chaud en été ; l'eau est précieuse, bien que nous soyons au pied du massif des Cévennes.

L'eau : problèmes de qualité et de quantité. Remise en question des méthodes agraires

Les agriculteurs interrogés ont exprimé combien les problèmes environnementaux sont loin d'être abstraits pour eux. Ils constituent même une préoccupation majeure surtout depuis trois années successives de sécheresse et d'hivers doux et secs. Aux constats locaux s'ajoutent les informations générales qu'ils reçoivent depuis deux ou trois ans. La période d'anticyclone de février 1989, pendant laquelle plusieurs villes européennes avaient souffert de taux record de pollution, avait déclenché une prise de conscience aiguë et nouvelle en France. Plusieurs programmes télévisés avaient suivi, où des scientifiques venaient exposer les indices de la détérioration de la planète consécutive à la pollution atmosphérique, la pollution des sols et des eaux, et les risques encourus à long terme par l'humanité. Pendant les étés 1989 et 1990, les conséquences du manque d'eau pour les modes de consommation et pour l'agriculture à l'échelle du pays étaient largement débattues dans la presse nationale. Avec la sécheresse, les risques de pollution de nappes phréatiques se trouvaient accrus.

La responsabilité des agriculteurs dans les enjeux environnementaux était amplifiée avec la mise en évidence par les pouvoirs publics des effets polluants de l'usage de pesticides et de fertilisants chimiques. Sensibilisés et "mis sur la touche", dans le contexte de la crise du GATT, les agriculteurs étaient réceptifs à une enquête sur le thème de l'environnement. Mais c'est *l'analyse des problèmes posés par les pesticides, les herbicides et les fertilisants chimiques qui les intéressait nettement plus que la question des changements climatiques.*

L'importance des commentaires sur les usages de fertilisants chimiques conduit à une première conclusion : *les agriculteurs sont plus portés à examiner l'environnement de la terre, la pollution des sols.* La pollution de l'air est plus abstraite et lointaine, associée aux villes où ils vont peu. Lyon est la ville la plus proche qu'ils considèrent la plus polluée, Marseille et Montpellier aussi, mais dans une moindre mesure. Même avec la présence des industries chimiques de Salindres-dont ils observent les effets polluants pour l'eau- ils ne se considèrent pas atteints par la pollution atmosphérique générée par cette usine. *Les risques*

associés directement à la pollution atmosphériques sont perçus comme lointains et vagues, et ils ne les touchent pas dans l'immédiat. Mais ils sont tout à fait conscients du fait que la pollution urbaine et industrielle finira par avoir un impact sur la qualité de l'air dans les régions rurales.

Succession d'hivers doux et secs

Les agriculteurs mentionnent tous l'adoucissement des hivers depuis vingt ou trente ans. Les plus âgés évoquent leurs souvenirs de cours d'eau gelés, ce qui ne se produit plus. Certains indiquent que les saisons sont "*plus avancées*" depuis quelques années, notamment que les printemps sont plus précoces. *Mais ces observations ne sont pas affirmées comme des constats sûrs. Ils ne rejettent pas l'idée qu'il y ait des changements climatiques en cours, mais ils constatent plus des déséquilibres climatiques que les indices d'un réchauffement.* Si les hivers sont plus doux, la chaleur de l'été et la sécheresse ne sont pas perçues comme nouvelles. On évoque la grande sécheresse et la chaleur des années de l'après-guerre¹³. Certains se souviennent de périodes aussi sèches et chaudes, les plus jeunes le savent car leurs parents ou grands-parents leur en ont parlé. Un interlocuteur a évoqué par exemple "*des étés où toute la famille s'installait pendant plusieurs semaines dans la cave pour être au frais, tant la chaleur était écrasante*". Seulement à deux ou trois reprises, a-t-on recueilli des observations précises sur des changements de qualité du climat, sur "*le ciel, plus voilé et moins bleu*", sur une plus grande importance du brouillard. *Aucune information n'a été relevée sur les effets nocifs du soleil.*

Modifications de la faune et de la flore locales

Si les remarques des agriculteurs sur les changements du climat et les variations atmosphériques restent très prudentes, ils font état d'*observations très détaillées et très sûres* sur les modifications de leur environnement bio-physique immédiat. Cela montre encore à quel point leur regard est porté sur les variations lisibles sur le sol et sur ce qui l'habite. Leurs remarques sont nombreuses sur les modifications du paysage, sur la disparition de certaines plantes, sur l'apparition de nouvelles espèces. Les remarques sur la faune sont les plus abondantes : ils signalent la disparition d'insectes utiles comme les abeilles, la disparition de cigales, de certaines espèces d'oiseaux, de chouettes, de grenouilles, de belettes. Les chasseurs notent celle du gibier.

13. Il est important de préciser ici que ces expressions de leur mémoire du climat sont corroborés par les chiffres de la station météorologique de Nîmes-Courbessac, qui font état de deux grandes périodes de sécheresse vers 1922 et vers 1945. Dans l'optique d'une confrontation systématique des données météorologiques et des opinions, ce type de comparaison serait mené de façon détaillée.

Certaines de ces observations, très minutieuses, sont reliées à la pollution et à l'usage de produits agricoles toxiques : la disparition d'abeilles, d'alouettes, de cigales, est directement associée à l'épandage d'herbicides et de pesticides. Mais plusieurs agriculteurs imputent aussi ces changements à d'autres facteurs : l'extension des terres cultivées dans la région, a eu pour conséquence la disparition de certains terrains boisés, ou encore des déviations de cours d'eau, l'assèchement de zones marécageuses. C'est avec de grandes précisions techniques qu'ils décrivent l'impact des ruisseaux nettoyés, bétonnés et canalisés sur la faune, la flore et sur le microclimat. La disparition de l'humidité créée par la présence de l'eau et par la présence des broussailles a entraîné celle de grenouilles et d'insectes divers. *Ces observations détaillées sont associées à un souci de savoir ce qu'il va se passer dans l'avenir et à une grande inquiétude pour la fertilité du sol, pour le seuil limite que peuvent atteindre ces modifications des climats microlocaux, et pour l'appauvrissement de la faune et de la flore.*

Nouvelles cultures, nouveaux modes de vie

Certaines remarques montrent une conscience aiguë de l'impact des comportements humains sur l'environnement : les modifications de rythme des saisons (printemps plus avancés, modifications dans les périodes de plantation et de récolte) ne seraient pas dues à un changement de climat, mais aux conséquences très spécifiques de l'implantation de nouvelles cultures dans cette région. Par exemple, l'importation de vignes venues du Bordelais mûrissant plus vite dans ce climat plus chaud du sud-est peut faire croire à un changement de cycle saisonnier alors qu'il s'agit d'une question liée au type de vigne en cause. L'implantation de cultures vivrières demandant plus d'eau que les cultures traditionnelles locales (l'olivier, la vigne) peut aussi laisser croire que la sécheresse est plus grave alors que ce sont les nouvelles cultures qui créent une demande plus forte en eau. *Plutôt que de percevoir les risques de manque d'eau comme liés à une baisse des chutes de pluie, les agriculteurs sont plus enclins à y voir un rôle de l'action humaine dans l'équilibre climat-cultures-ressources naturelles. Ils ont en quelque sorte une vision "sociologique" voire "historique" du climat.*

Les agriculteurs sont aussi très conscients de l'impact de la densité du taux d'occupation des sols sur la demande en eau ainsi que sur la pollution. Une grande importance est donnée à certaines petites "guerres de l'eau" locales apparues depuis 1990. Plutôt que d'y voir uniquement l'effet d'un manque de pluies saisonnières, ils analysent cette carence en eau comme un effet de la multiplication des résidences secondaires et aux besoins des nouveaux habitants (piscines, machines à laver, etc.). Dans le même sens, la pollution des ressources en eau est surtout attribuée à la densification de l'habitat autour d'Alès, avec les problèmes de déchets ménagers et sanitaires qui lui sont liés.

Bon sens et lucidité

On peut voir dans ces attitudes le reflet de la tradition paysanne de doute vis-à-vis des variations climatiques, et l'expression du bon sens paysan qui ne se laisse pas impressionner par des discours apocalyptiques. On peut y déceler aussi des formes de perception fortement liées aux savoir-faire et aux pratiques de ces agriculteurs. Leurs observations sur le climat sont pondérées par une grande lucidité sur les changements de pratiques locales et par une connaissance fine des micro-impacts de ces changements.

S'ouvre ici tout un pan de recherche à explorer sur la façon dont les croyances et les usages paysans liés au climat sont encore transmis aux nouvelles générations d'agriculteurs¹⁴. Dans cette enquête, l'écoute quotidienne des prévisions météorologiques transmise par les médias est apparue comme généralisée, mais il reste à savoir comment, chez certains agriculteurs plus que chez d'autres, ces prévisions "officielles" s'entremêlent avec des bribes de connaissances traditionnelles sur les façons de prédire le climat. On retrouve la piste de recherche identifiée plus haut sur le rapport entre savoirs ethno-scientifiques et savoirs scientifiques médiatisés.

Scénarios pessimistes ; connaissance floue des paliers d'action

Malgré la prudence de certains constats, les agriculteurs sont tout à fait conscients de la réalité des risques de détérioration radicale de l'environnement, et sont unanimes à dire qu'il faut agir vite pour diminuer les activités polluantes d'une façon globale. *Mais les possibilités d'actions individuelles et collectives sont loin d'être clairement perçues.*

La dynamique générale des relations entre modes de production locaux et pollution globale est bien comprise mais leur conscience de la globalité des phénomènes polluants reste imprécise. En particulier, il est frappant de voir comment leur connaissance de ce qui se passe ailleurs, dans d'autres régions du globe, est vague. L'Allemagne est souvent citée comme exemple d'un pays qui agit davantage sur le plan environnemental - ceci correspondant bien à l'image environnementaliste de l'Allemagne diffusée dans les médias français à ce moment-là. Mais leurs

14. La recherche menée ici a permis de conclure que les informations météorologiques diffusées par les médias tendent à se substituer aux observations traditionnelles. Mais il faudrait une enquête beaucoup plus fine pour observer de près dans quelle mesure les coutumes, les dictons, les rites paysans liés au climat sont réellement supplantés par les informations médiatiques, dans quelle mesure ils sont encore pratiqués mais perturbés par ces changements observés - de la même manière que Haxaire (dans ce volume) montre comment les Gouro de Côte d'Ivoire interprètent les changements climatiques par la perte d'efficacité des fétiches - et, toujours selon notre hypothèse ethno-scientifique, dans quelle mesure ils sont encore plus crédibles, pour les paysans, que les mesures scientifiques.

connaissances des problèmes climatiques dans les pays en voie de développement, des autres régions méditerranéennes et du continent américain, sont pratiquement inexistantes.

Interrogés sur la façon dont ils voient l'avenir, ils en parlent peu, avec réticence. Certains décrivent un environnement inhabitable, où l'air serait irrespirable dans les villes et où la terre serait infertile. Mais ils semblent peu concernés par ces vues à long terme. *C'est là qu'ils expriment les vues les plus stéréotypées, reflétant les schémas entendus ou vus à la télévision. Autant leurs vues sur les modifications de leur environnement naturel immédiat sont détaillées et sûres, autant leurs vues sur l'avenir sont vagues et peu convaincantes.*

Leurs vues ne sont certes pas limitées à leurs intérêts immédiats. Par exemple, quand les viticulteurs mentionnent que la chaleur et la sécheresse sont positives pour la vigne car elles diminuent les risques de mildiou et qu'elles donnent de meilleures cuvées, ils sont loin d'y voir de quoi se réjouir. *Mais c'est dans la façon de relier l'individuel au collectif que leurs attitudes révèlent le plus d'incohérence.* Ils sont prêts à faire des changements mais, selon les propos de deux agriculteurs : *“à condition qu'on nous donne des directives précises et que cela n'ait pas d'incidence sur notre revenu”* et *“si le consommateur est prêt à payer plus cher”*. Leur conception de la gestion de ces problèmes ruraux et urbains est dévolue aux décideurs lointains. La responsabilité des instances nationales et internationales est invoquée plus souvent que celle des instances municipales et régionales. On invoque le rôle essentiel des ministères pour la diffusion de l'information et l'imposition de mesures, par exemple, mais ces acteurs sont mal identifiés. On n'identifie pas de relais précis entre le Ministère de l'Environnement ou de l'Agriculture et la sous-préfecture, entre les communes et la Chambre d'Agriculture locale. *En général, les agriculteurs expriment un mélange d'appel à l'implication individuelle et de rejet des responsabilités sur les décideurs, qui est véhiculé dans les informations courantes des médias.* En revanche - ce qui est compréhensible - les quelques agriculteurs militants rencontrés qui furent impliqués dans des luttes précises et qui ont formé un réseau d'associations locales près de Boucoiran, montrent une maîtrise des procédures d'action, *mais sans relier de façon claire leurs objectifs aux risques climatiques.*

Admiration pour les scientifiques ou manque de confiance

A propos du rôle des experts pour trouver des solutions à la gestion de l'environnement, il fut intéressant de voir que le groupe d'individus interrogés est divisé en deux clans :

- Ceux qui expriment une admiration pour les scientifiques et une confiance dans l'avancée des découvertes techniques qui apporteront des outils

novateurs et salvateurs. Ce premier sous-groupe, le plus restreint, comporte des agriculteurs plus jeunes et plus “modernes” dans leurs pratiques et dans leur style de vie. Certains débattent de ces questions en des termes parfois philosophiques, quasi-métaphysiques, par exemple sur le thème de la science qui “*empêchera l’humanité de s’auto-détruire*”.

- Ceux qui ne croient pas à des actions positives de la part des scientifiques qu’ils associent directement à la production de produits chimiques et aux sources de pollution, et qu’ils associent au pouvoir politique et aux intérêts financiers. Ce deuxième sous-groupe inclut des agriculteurs jeunes et “modernes” ainsi que les petits agriculteurs âgés qui relient la pollution à la relation progrès - consommation - destruction, mettant même parfois ces termes en perspective avec la guerre et le nucléaire.

ENQUÊTE AUPRÈS DE PROFESSIONNELS DU SKI AU QUÉBEC

L’enquête menée au Québec auprès de directeurs de centres de ski, de responsables touristiques et de fabricants de matériel pour le ski, se situe dans un quadrilatère entre quatre petites villes à 70 km au nord de Montréal, dont la principale est Sainte-Agathe-des-Monts. Le climat est très froid de la mi-octobre à la fin avril. C’est une région humide, très riche en eau, en lacs et en cours d’eau. La population vivant localement de façon permanente se divise entre gestionnaires des activités touristiques et commerçants ; on compte aussi un fort pourcentage de population au chômage (de 15 à 20 %).

Variations brusques de températures ; instabilité des chutes de neige

Dans les commentaires recueillis, les constats les plus évidents portent sur la diminution des chutes de neige depuis cinq ou six ans, sur les variations brusques de températures et l’augmentation des chutes de pluie en hiver. *Comme les agriculteurs en France, les constats des professionnels du ski font état de déséquilibres climatiques plutôt que d’observations sur un réchauffement du climat.* L’instabilité du climat est un constat plus sûr que la perception d’un réchauffement graduel même si tous les informateurs au cours de l’enquête en 1991 et 1992 faisaient état d’hivers plus doux. Les abondantes chutes de neige et les records de froid atteints pendant l’hiver 1993-1994 ne changent rien à cette situation, car ils sont perçus par certains informateurs comme un nouveau déséquilibre, une autre anomalie climatique. Toutes ces instabilités concourent à rendre les prédictions climatiques de plus en plus difficiles ; cette difficulté - à laquelle sont confrontés les météorologues autant que les individus - est perçue comme un phénomène nouveau.

Ces déséquilibres ont pour conséquences une saison de ski écourtée¹⁵, un plus grand usage de la neige artificielle et un maintien plus coûteux de l'état des pistes. Ces instabilités climatiques ont aussi des conséquences sur le patinage, compliquant l'entretien des patinoires en plein air et des lacs gelés. Les informateurs expliquent aussi que les phases d'adoucissement de la température pendant l'hiver rendent souvent impossible le recours à la neige artificielle, des températures en dessous de 0°C. étant nécessaires pour son maintien.

Dangers de l'exposition au soleil

Mis à part les constats sur les déséquilibres climatiques, *les individus parlent beaucoup des effets nocifs du soleil*. Les commerçants de matériel sportif mentionnent l'usage généralisé de crèmes-écrans solaires tout au long de l'année et surtout en hiver. Plusieurs réponses mentionnent une crainte de s'exposer longuement au soleil : *“Avant il me fallait plusieurs jours pour bronzer, maintenant, en une heure je suis brun. J'évite plutôt de me mettre au soleil maintenant”* ; *“La lumière est devenue plus forte, plus intense, je mets plus souvent des lunettes de soleil”*.

Il n'avait pas été relevé de remarques décelant une différence d'intensité du soleil chez les agriculteurs français. On peut se demander si cette différence correspond à une différence d'informations reçues, à la catégorie de population contactée (sportifs occasionnels *versus* agriculteurs “endurcis” par le climat) *ou si elle correspond à la réalité objective de la localisation du Québec qui l'expose davantage aux effets déjà perceptibles d'un amincissement de la couche d'ozone*. Après les alarmes diffusées par le ministre Charest dans la presse au printemps 1992, un bulletin est publié presque quotidiennement dans la presse québécoise, signalant sous forme chiffrée l'état de la couche d'ozone et les risques d'insolation encourus selon la durée d'exposition au soleil.

Les indices diffusés dans les médias et par les organismes officiels ont joué un rôle déterminant pour inciter les individus à observer ces risques et ces anomalies climatiques mais l'incohérence de l'information les a rendu sceptiques vis-à-vis des gestionnaires. *L'aspect fragmentaire et aléatoire des informations reçues ne contribue pas tant à les faire douter de la validité de ce qu'ils voient ou ressentent directement, mais ils en restent à des constats imprécis et dispersés et, en l'absence d'action collective crédible et cohérente en amont, se contentent de mesures de protection individuelles*.

15. Pendant l'hiver 1993-94, les températures furent si basses que la pratique du ski en a souffert, plusieurs stations ayant dû fermer pendant les journées où il était dangereux de rester longtemps à l'extérieur.

Changements climatiques et récession économique

L'état précaire de l'industrie du ski inquiète sérieusement ces professionnels. La baisse de fréquentation des stations de ski depuis ces deux dernières années est un phénomène général dans la région. Plusieurs centres de ski sont menacés de faillite à cause de forts déficits. Quant à la fabrication et à la vente de matériel, cette partie de l'industrie cherche d'autres débouchés, d'autres activités sportives de remplacement pour l'hiver (patins à roulettes, skis pour gazon).

Dans une recherche faite pour "Environnement Canada" (Lamothe & Périard, 1988), sont examinées les conséquences néfastes pour l'économie québécoise d'une désertion de la saison de ski. De telles analyses, liant climat et économie, ne sont pas diffusées dans la presse locale (*La Vallée, L'Echo du Nord*) où les difficultés que connaît l'industrie du ski sont seulement associées à la récession économique. Or, les individus qui "bricolent" leur opinion avec des bribes d'informations locales et leurs propres observations cherchent des explications au déclin de l'industrie du ski à la fois dans les facteurs économiques et dans l'absence de neige ¹⁶.

Lucidité sceptique ; discrédit des pouvoirs publics et des scientifiques

On a vu comment un responsable gouvernemental voit dans un réchauffement climatique une source d'avantages économiques éventuels pour le Canada. Cette situation n'est pas perçue comme telle par la population, surtout pas dans ces régions vivant du ski. L'ambiguïté de tels propos officiels qui circulent parfois dans les médias ne font que discréditer les instances gouvernementales. Certaines plaisanteries amères sont faites sur le "*climat tropical*" qui sera bientôt celui du Québec, mais les individus expriment une grande lucidité sur les impacts négatifs du réchauffement. *Leur vision est très inquiète. L'évolution des bouleversements climatiques est perçue comme pouvant avoir des conséquences extrêmes, presque apocalyptiques. Certains propos allient le pessimisme sur l'environnement futur au déclin de la société américaine du Nord en général : "je peux tout à fait imaginer que le Québec soit sans neige dans quelques années...et j'imagine aussi que la pauvreté sera encore plus accentuée dans une grande partie de la société"*.

16. Certains informateurs cherchent aussi des explications fonctionnelles à la baisse de la quantité de neige. La plus grande circulation automobile et les modes de vie modernes auraient fait perdre à la population l'habitude d'être confrontée aux inconvénients de la neige (on déneige systématiquement les routes). La plus grande fréquentation des pistes de ski par rapport à ce quelle fut il y a dix ou quinze ans crée une demande plus grande de quantité de neige sur les pistes, etc., rend les gens plus sensibles à des chutes peu importantes, qui auraient été jugées normales auparavant. Mais ces explications sont présentées sans conviction, comme des justifications qu'on chercherait pour masquer la peur de parler de la situation réelle. Ajoutons que l'association entre le déclin économique et la détérioration environnementale constitue une piste de recherche complémentaire qui mériterait d'être examinée de plus près.

Si un adoucissement du climat n'est pas perçu comme le scénario le plus sûr (on a vu que les abondantes chutes de neige et les records de froid de l'hiver 1993-94 viennent invalider cette perspective), c'est en tous cas la perspective de *déséquilibres aigus et de plus en plus accentués* qui inquiète. Le devenir des saisons est devenu de plus en plus imprévisible, tout comme le devenir économique du pays semble de plus en plus aléatoire. Ce pessimisme est nettement plus fort qu'en France. Il correspond dans une certaine mesure à la culture nord-américaine qui a une sorte de tradition des visions apocalyptiques (Zamora, 1982)¹⁷. On peut y déceler aussi une attitude liée au climat de cette partie du globe où les variations sont nettement plus rudes qu'en région méditerranéenne. Déjà accoutumés à un climat difficile, les québécois seraient prêts à croire qu'il puisse devenir encore plus rude et inhospitalier, et ils seraient prêts à s'y adapter. *C'est cette manière d'"être prêt" qui est frappante, comme s'il n'y avait rien à faire pour empêcher les changements, mais qu'il fallait apprendre à s'y habituer.* Cette attitude n'est pas contrebalancée ici par une confiance analogue à celle qu'exprimait une partie des agriculteurs français, qui pensaient que scientifiques et gestionnaires *"finiraient par trouver une solution"*.

Comme en France, les connaissances restent confuses sur l'état de l'environnement du reste de la planète, notamment sur ce qui se passe dans les pays en voie de développement. On reconnaît que la situation doit être plus grave là-bas, mais de façon très vague¹⁸. Plus qu'en France, le lien est fait entre les risques environnementaux globaux et les actions municipales locales. *Le rôle des différents acteurs est mieux ciblé, mais il y a une forte conscience des intérêts politiques et économiques sous-jacents aux politiques environnementales et un scepticisme aigu sur la volonté d'agir des responsables locaux et nationaux*¹⁹. Encore une fois, le fatalisme domine, on a l'impression que les individus sont habitués à l'idée d'une catastrophe planétaire. En revanche, en France, les agriculteurs avaient en majorité une vision plus imprécise de ces enjeux ; certains restaient sceptiques, tandis que d'autres faisaient confiance aux pouvoirs publics et aux scientifiques.

17. Il est intéressant de noter ici que c'est cette tendance de la culture américaine qui domine sur une autre tendance typiquement nord-américaine d'apologie de la science et de la technique.

18. Ces constats conduisent à interpréter de façon critique certaines réalisations québécoises, comme le Biodôme de Montréal (projet à finalité scientifique et éducative inauguré en 1992) qui montre bien l'existence d'une "conscience écologiste" mais qui révèle aussi son rôle de masque : on reproduit et on conserve des écosystèmes naturels pour sensibiliser notre génération au respect de la nature, mais cette conservation sous verre se fait sans lien direct avec des actions de préservation et de prévention efficaces. On montre des images de nature conservée intacte plutôt que de cibler les sources de pollution. Ce type de réalisation montre bien le risque de banalisation de la conscience écologique, qui est peut-être encouru aujourd'hui par la plupart des pays.

19. Certains affirment que les collectes sélectives des déchets ne sont qu'une façon pour les entrepreneurs privés de soutirer de l'argent aux municipalités et que les déchets finissent à la décharge, en l'absence de structure de recyclage proche.

CONCLUSION : NÉCESSITÉ D'APPROFONDIR L'ÉTUDE DES STRATÉGIES LOCALES ET, EN AMONT, D'OUVRIR L'ANALYSE À LA CONSTRUCTION DE L'INFORMATION

Absence de "prise"

Dans les deux terrains, on parle plus de déséquilibres climatiques que de réchauffement. Les constats de risques environnementaux sont plus nets au Québec, surtout en ce qui concerne la détérioration de la couche d'ozone. *Mais si l'inquiétude est plus forte et plus apocalyptique au Québec, elle n'est PAS reliée à des actions plus concrètes qu'en France.* Même si le souci est profond chez les professionnels du ski québécois, même s'ils expriment un plus grand pessimisme que chez les agriculteurs français, *on n'y décèle pas plus de "prise" (Berque, 1990) sur les problèmes.* La connaissance des rouages de la gestion environnementale joue même ici un rôle démobilisateur, puisqu'on ne fait pas confiance aux responsables. *Dans les deux terrains, les attentes et les volontés d'action sont là, mais confuses.* Même si les Québécois semblent individuellement plus informés des paliers d'action locaux, leur scepticisme vis-à-vis de ces instances rend leurs attentes et leurs volontés d'action tout aussi confuses et inopérantes que chez les agriculteurs du Gard. *Ces tendances - la confusion et le scepticisme - se sont nettement accentuées depuis la conférence de Rio.*

Rôle de plus en plus démobilisateur des médias

Les enquêtes s'étant déroulées avant et après la conférence de Rio - la plupart des informateurs ayant été interrogés *avant et après* la conférence -, on a pu observer comment cette grande réunion internationale a eu un effet démobilisateur dans nos deux terrains. L'abondance de messages, d'émissions et d'articles sur ces questions, a accru la confusion des explications. L'importance du débat politique sur l'écologie a accru le sentiment que les décisions sont prises par des acteurs de plus en plus lointains et de façon incohérente. Comme le disait un agriculteur, *"on attendait des pouvoirs publics qu'ils s'impliquent et on est déçu"*. D'autres facteurs ont contribué à cette baisse d'intérêt : l'abondance des sondages parus dans les organes de presse sur la "sensibilité à l'environnement" ; l'abondance de débats de type philosophique et moralisant sur les modes de consommation -autant de discours qui ne sont pas accompagnés d'actions concrètes et qui se situent toujours dans cette dynamique de messages contradictoires alarmistes/optimistes. Le fatalisme déjà présent s'est accentué, certains des individus rencontrés qui parlaient auparavant de solutions - comme pour le transport - qui pourraient être mises en place ne semblaient plus y croire. Ils parlent de ces questions avec de plus en plus de détachement. Ajoutons que les enjeux globaux du débat et les messages journalistiques analogues diffusés dans les deux pays à propos de Rio ont eu aussi

un effet uniformisateur, provoquant des réactions analogues dans les deux terrains. L'effet démobilisateur de l'afflux d'informations autour de Rio a été d'autant plus net qu'il a été suivi d'un silence, les questions climatiques étant de plus en plus sporadiquement abordées dans les médias.

La forte influence des fluctuations de l'information sur les opinions semble prouver que les individus sont beaucoup plus tributaires des médias que nous l'escomptions. Ces constats incitent à définir de nouveaux champs de recherche plus ciblés sur les registres stratégiques - qui ne sont toutefois pas incompatibles avec des recherches ethnologiques identifiées plus haut. Dans une optique stratégique, deux domaines de recherche principaux se dégagent :

- l'analyse du fonctionnement des canaux d'information locaux ;
- l'analyse de la construction de l'information et de la façon dont elle transite entre scientifiques, industriels, gestionnaires et médias.

Utilité de renforcer les canaux d'information locaux et les liens entre acteurs

La faiblesse des connaissances exprimées par les individus montre qu'il reste beaucoup à faire pour cibler les sources polluantes et pour relier les actions locales aux directives nationales et internationales. Il s'agit de reconstituer des chaînes d'actions possibles, de repérer les "chaînons manquants" qui relieraient perceptions et intérêts microlocaux et décisions gouvernementales, de cerner des *leviers d'action* identifiant les instances industrielles, administratives et politiques (Epstein, 1992). *Il s'agirait aussi de fournir aux individus une information plus claire et plus crédible, avec des données locales tout autant que globales.* Il est remarquable qu'on ait relevé dans les deux terrains une demande d'information officielle et claire ; plusieurs des personnes interrogées souhaiteraient une information plus exacte et plus suivie sur ces questions : " *on devrait distribuer des dépliants chez les commerçants ou dans les boîtes à lettres donnant des chiffres, des informations scientifiques plus précises que ce qu'on saisit dans les médias*" (un informateur québécois).

On se confronte ici à la question des acteurs : qui diffusera cette information, qui s'impliquera pour faire le lien entre les gestionnaires, les industriels et les habitants ?²⁰. Les chercheurs en sciences humaines qui décodent ces situations ont

20. Dans les deux régions étudiées ici, on a relevé certaines actions de sensibilisation initiées par des individus et des groupes non affiliés à des mouvements formellement écologistes, dans les écoles notamment, à l'initiative d'enseignants, et aussi de la part de responsables d'organismes techniques impliqués dans ces questions. Mais ces actions sporadiques sont faibles, mal connues. C'est encore l'absence de prise sur les actions des industriels et des décideurs qui ressort. Les initiatives locales sont comparables aux actions informelles qui prennent de plus en plus d'importance à mesure que les actions centralisées et étatiques perdent du poids (Koshla, 1991 ; Perelman, 1991).

semble-t-il à jouer un important rôle d'intermédiaire. *Il y a une responsabilité de la recherche à mettre en œuvre. C'est aussi de la recherche qu'on peut attendre une identification de sources d'informations crédibles, ce qui passe par une analyse de la façon dont elle est construite.*

Analyser la construction de l'information en remontant du local au global

Les recherches mettant en valeur le "microlocal" (Nigh, 1990) sont à valoriser plus que des réflexions idéologiques générales, déjà surabondantes. A l'encontre de la recherche d'événements dramatiques dont sont friands les organes d'informations, *il est pertinent de mettre en valeur les effets nuancés des changements climatiques, de saisir des données complexes qui n'ont rien de spectaculaire.* Il est important notamment de montrer que ces changements ne sont pas à confondre avec un réchauffement, mais qu'ils se traduisent surtout par des déséquilibres et une imprédictabilité accrue du climat.

Mais croire que des solutions environnementales peuvent rester limitées au "local" est aussi une mystification. Cette recherche a montré à quel point, en l'absence de discours global clair - médiatique et politique - les opinions individuelles restent en suspens, confuses. L'absence de prise qu'ont les individus sur la gestion incite à démêler les enjeux tels qu'ils se jouent en amont. En l'absence de connaissance claire de ces enjeux globaux - ceux des décideurs - les actions d'individus et de groupes locaux sont vouées à en rester à cette situation vulnérable, à la merci des discours généraux. Les analyses comparatives régionales et internationales sont une démarche à approfondir pour dépasser l'échelle locale. Mais il y a aussi tout un travail de *clarification* à faire pour comprendre comment l'information médiatique globale est construite, comment les données transitent entre les équipes scientifiques, les industriels, les instances gestionnaires (nationales et internationales), les agences médiatiques et les journalistes. Ces questions sur la construction de l'information touchent à la sociologie, mais concernent plus directement la recherche anthropologique.

Dans l'optique d'une sociologie de la science, il s'agirait aussi de voir si le fait que l'information diffusée soit tronquée et confuse est la conséquence de la pression d'intérêts économiques et politiques ou si cette incohérence révèle plutôt une difficulté inhérente à la complexité des phénomènes environnementaux en jeu. Ne serait-ce pas parce que la science est limitée dans ses pronostics par ses propres outils (même informatisée, la climatologie n'est pas réellement une science exacte), qu'elle ne peut pas répondre aux espoirs et aux attentes du public et des citoyens ?

Sur un plan plus anthropologique, seraient traitées des *opinions et des attitudes individuelles de scientifiques* pour cerner leur sens des responsabilités, les décalages entre leurs recherches, leurs opinions en tant que spécialistes, et les attitudes fondées

sur des constats ou des inquiétudes, les observations qui les touchent directement dans le quotidien, leurs attentes vis-à-vis des gestionnaires et des médias. *Un travail similaire serait réalisé auprès de journalistes.*

L'enquête comparative présentée ici incite donc à poursuivre le travail de façon rigoureuse pour dépasser les constats négatifs de ces premiers résultats. C'est seulement quand les rouages des dynamiques local/global dans l'articulation sciences/médias seront éclaircis (même partiellement, puisqu'ici la recherche partirait encore des situations locales, dans les laboratoires de recherche et médias français et québécois), que l'articulation entre individus et groupes et politiques environnementales pourra donner lieu à des gestes crédibles et suivis.

BIBLIOGRAPHIE

- AYSYBEK H.H., 1983 — Can we Assess the Impacts of Climatic Changes? *Climatic Change*, 5 : 7-14.
- BERLAN-DARQUÉ M., KALAORA B., 1992 — *Entre sciences et médias, la fabrication de l'opinion publique en France : le cas des risques globaux.* communication au symposium AIS Current Developments in Environmental Sociology, Woudschoten.
- BERQUE A., 1990 — *Médiance de milieu en paysage.* Paris, Reclus.
- CANS R., 1992 — Rigueur scientifique contre coquecigrues écologistes. *Le Monde*, 01.07.92.
- DE CERTEAU M., 1980 — *L'Invention du Quotidien.* Paris.
- EPSTEIN J., 1981 — Les paysages : espaces sans nom. *Les Annales de la Recherche Urbaine* 10-11 : 54-81.
- EPSTEIN J., 1982 — *Les paysages : du tableau à l'espace ouvert.* Paris, Mission de la Recherche Urbaine.
- EPSTEIN J., 1984 — *Nature Hétéroclite.* Paris, Mission de la Recherche Urbaine.
- EPSTEIN J., 1992 — *Les paysages de la Grand'Combe.* Paris, Plan Urbain et Mission du Patrimoine Ethnologique.
- EPSTEIN J., 1992 — Attitudes individuelles face aux changements climatiques ; approche ethnologique. *Ecologie Humaine*, 10 (1) : 11-24.
- EPSTEIN J., 1992 — Les Grandes villes et les problèmes environnementaux planétaires. *Contretemps* : 52-56.
- EPSTEIN J., 1992 — Paysages laissés pour compte ou biodômes habités ? *Contretemps* : 32-36.
- EPSTEIN J., 1993 — Représentations des risques climatiques : attitudes et opinions individuelles dans le Gard et au Québec. *Peuples Méditerranéens*, 62-63 : 385-412.
- EPSTEIN J., 1995 — « Paysage de mine, paysage miné ». In : *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages.* Paris, Mission du patrimoine ethnologique / Maison des Sciences de l'Homme : 123-135.
- GEERTZ C., 1973 — *The Interpretation of Cultures.* New-York.

- GEERTZ C., 1983 — *Local Knowledge*. New-York.
- GLANTZ M.H., WIGLEY T.M.L., 1986 — « Climatic Variations and their Effects on Water Resources ». In Mc Laren D.J., Skinner B.J. (eds.) : *Resources and World Development*. Berlin.
- HAXAIRE C., dans ce volume — « Quand sécheresse se conjugue avec “conjoncture” ».
- JACOBSON H.K. & PRICE M. F., 1990 — *A Framework for Research on the Human Dimensions of Global Environmental Change*, UNESCO/ISSC Series : 3.
- KANDEL R., 1990 — *Le devenir des climats*. Paris.
- KOSHLA A., 1991 — *Development Alternative*. Sommet des Grandes Villes du Monde, Montréal.
- LAMOTHE et PÉRIARD, consultants en climatologie, Sainte-Foy, et LITYNSKI J., Université du Québec à Trois-Rivières, 1988 — « Répercussions d'un changement climatique sur l'industrie du ski alpin au Québec ». *Sommaire du changement climatique*, Environnement-Canada, SCC 88 03.
- LEVY-LEBOYER C., DURON Y. 1991 — Global Change : New Challenges for Psychology. *International Journal of Psychology*, 26 (5) : 575-583.
- LEVY-LEBLOND J.-M., 1992 — Scientisme contre écologie ; le pavé de Heidelberg. *Le Monde Diplomatique*, Août 1992.
- MORMONT M., DASNOY C., 1992 — *Presse quotidienne et environnement en Europe*. Fondation Universitaire Luxembourgeoise, ECLAT-ESCG.
- NIGH R.B., 1990 — *Report of an International Workshop on Methodological Issues in Global Modelling : micro global links*, Mexico, ISSC/JUNESCO.
- PERLMAN J., 1991 — *MegaCities Project*. Sommet des Grandes Villes du Monde. Montréal.
- PIRAZZOLI P.A., 1989 — Present and near-future global sea-level changes. *Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology (Global and Planetary Change Section)*. 75 : 241-258.
- POSTEL S., 1989 — *Halting Land Degradation in State of the World*. New York - Londres: 21-39.
- REBEYROL Y., 1990 — *Tourbillons et turbulences. La machine des climats*. Paris, a Découverte-Le Monde.
- SINGH B., 1987 — *Prospectives d'un changement climatique dû à un doublement de CO₂ atmosphérique pour les ressources naturelles du Québec*. Université de Montréal, recherche pour Environnement Canada.
- TOPPING J.C. (ed.), 1989 — *Coping with Climate Change. Proceedings of the Second North American Conference On Preparing for Climate Change : A Cooperative Approach*. Washington, Climate Institute.
- ZAMORA L. P., 1982 — *The Apocalyptic vision in America; interdisciplinary essays on myth and culture*. Ohio, Bowling Green.

Epstein J. (2002)

Le rôle de l'information dans les attitudes et les opinions individuelles face aux changements climatiques : enquête comparative au Québec (Canada) et dans le sud-est de la France

In : Katz Esther (ed.), Lammel A. (ed.), Goloubinoff M. (ed.)
Entre ciel et terre : climat et sociétés

Paris (FRA) ; Paris : IRD ; Ibis Press, 481-502. ISBN 2-7099-1491-3